

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	9
Avant-propos	11
Préface	13
Sigles et abréviations	15
Sommaire	23
Les auteurs	25

INTRODUCTION GÉNÉRALE RELIGION ET SOCIÉTÉ

Premier chapitre L'intégration de la religion dans la société

1 - La religion dans la cité : hasard ou nécessité ?

Jean-Marie PONTIER	33
I. Une liaison obligée entre la religion et la cité tout au long de l'histoire..	35
A. Les sociétés marquées par la religion.....	35
1. L'imprégnation de toute société par la religion	35
2. Les traits d'une religion dans une société	37
B. Le cas de la société française	39
1. Le passé	39
2. La période contemporaine	42
II. Une décolonisation de la religion institutionnelle et du religieux aux effets contrastés.....	44
A. Le mouvement de sécularisation	44
1. L'affaiblissement des religions.....	45
2. Le maintien du sacré dans la société.....	46
B. Expressions du maintien du sacré dans la société	48
1. Le sacré et le politique	48
2. Le sacré et la vie quotidienne	50

2 - Une société peut-elle vivre sans l'idée de Dieu ?

Thierry MICHALON.....	53
I. La légitime liquidation d'un système totalitaire	54
A. Des sociétés totalitaires très récemment contestées	55
B. L'émergence historique de la personne autonome	56

II.	Le chaos montant d'une part de la jeunesse.....	57
A.	Une éducation parfois dépourvue de contrainte	57
B.	Un angoissant nihilisme	58
III.	L'idée de Dieu, nécessaire à la sublimation du conflit nature/culture ? ..	59
A.	Désacralisation de l'éducation et évanouissement du surmoi	59
B.	La sublimation du conflit nature/culture	60
3 - L'émergence normative du pluralisme religieux ?		
Prospective sur les transformations de la laïcité française		
Blandine CHÉLINI-PONT		63
I.	Un premier seuil « mécanique » : le pluralisme religieux, conséquence de la garantie constitutionnelle du respect de toutes les croyances, de l'égalité des citoyens et de leur non-discrimination.....	64
A.	Le respect de toutes les croyances au commencement de la Constitution	64
B.	Le pluralisme religieux bénéficie des principes d'égalité et de respect de l'intégrité des personnes	65
C.	Le principe de non-discrimination permet une protection effective du pluralisme religieux	66
II.	Un deuxième seuil plus « normatif » : le pluralisme religieux grand bénéficiaire de la liberté médiatique	68
A.	Le pluralisme religieux manifesté dans le service public de l'audiovisuel	68
B.	Le pluralisme religieux des médias privés	69
III.	Un troisième seuil « constitutionnel » : le pluralisme religieux devient un axe fort du nouveau principe de pluralisme	70
A.	Le pluralisme, projet de société.....	71
B.	Le principe général de pluralisme inclut le pluralisme religieux.....	73
Conclusion.....		74
4 - La liberté d'expression en matière religieuse		
Jean-Pierre MACHELON.....		75
I.	Le principe de liberté	76
II.	La traditionnelle réserve exigée des agents publics	78
III.	L'extension récente des restrictions à la liberté	81

Second chapitre

La société à l'épreuve de mouvements religieux

5 - La société au risque des fondamentalismes religieux		
Jean-Paul WILLAIME		91
Introduction : Religion et radicalismes		91
La religion : un risque ?		91
Radicalismes religieux		93
I.	Origine et contexte historique du fondamentalisme	94
A.	Le premier fondamentalisme protestant à la fin du XIX ^e et au début du XX ^e siècle	94
B.	Les résurgences du fondamentalisme protestant au XX ^e siècle.....	96
II.	Les diverses formes de radicalisme religieux	98

A. Les radicalismes : une unité dans le fondamentalisme	98
B. Les radicalismes : des approches spécifiques.....	98
1. Catholicisme et radicalisme	98
2. Judaïsme et radicalisme	99
3. Islam et radicalisme	100
4. Radicalisme apocalyptique	102
Conclusion.....	102
6 - Sectes et cohésion sociale : la situation européenne	
Nathalie LUCA.....	105
I. Une mobilisation européenne	106
A. Une prise de conscience	106
B. Une réflexion et ses limites	107
II. Les nouveaux mouvements religieux : entre sécularisation et mondialisation.....	109
A. Sécularisation et nouveaux mouvements religieux	109
B. La place des nouveaux mouvements religieux : entre mondialisation, globalisation et transnationalisation.....	110
III. Conflits, citoyenneté, valeurs et ethnicisation	111
A. Conflits de citoyenneté.....	111
B. Entre ethnicisation, « sectarisation » et universalisation	113
Conclusion.....	116
7 - Le risque des religions séculières : le culte des droits de l'homme	
Pierre-Henri PAULET.....	119
I. La vénération du Bien, ou la « religion séculière » des droits de l'homme.....	122
A. La sacralisation contradictoire des droits de l'homme	122
B. Vers une contestation subversive des droits de l'homme.....	124
II. La prolifération des droits, ou la « religion politique » des droits de l'homme.....	125
A. Les miracles incertains au temple des droits de l'homme	126
B. Les libertés sacrifiées sur l'autel des droits de l'homme ?	127

PREMIÈRE PARTIE

LIBERTÉ RELIGIEUSE ET COHÉSION SOCIALE : POLITIQUES

Premier chapitre

Du passé et du présent

8 - État et religion en France sous l'Ancien Régime (XVI^e-XVIII^e siècles) : la monarchie devant la fracture de la religion chrétienne	
Stéphane GOMIS.....	135
I. Le roi, incarnation de l'État entre absolutisme et droit divin.....	135
II. La notion de tolérance à l'époque des guerres de religion.....	137
III. Le protestantisme français au XVIII ^e siècle : contraintes et vitalité	140
Pour aller plus loin.....	145

9 - L'évangélisation du Pacifique insulaire : une colonisation réussie ?

Antoine LECA.....	147
I. Christianisation et colonisation : deux moments distincts, deux types d'acteurs et des modalités dissemblables.....	148
II. Christianisation et colonisation : deux moments connexes, des acteurs complémentaires et des modalités qui se recourent partiellement.....	150
III. Christianisation et colonisation : une greffe finalement réussie	154

10 - La laïcité selon la loi de 1905 est-elle adaptée à la France d'aujourd'hui ?

Alain CHRISTNACHT	157
I. La loi de 1905 : une loi séculaire modifiée et complétée par des normes supérieures.....	158
A. Une loi d'apaisement.....	158
B. La Constitution et la Convention européenne de sauvegarde droits des de l'homme et des libertés fondamentales	160
II. Les nouveaux défis de la laïcité.....	161
A. Les voiles et le pacte laïque.....	161
B. Les édifices du culte : le rôle de la jurisprudence administrative..	166
Conclusion : Faut-il légiférer à nouveau sur la laïcité ?	167

11 - La doctrine sociale de l'Église peut-elle servir la cohésion sociale ?

Marie-Élisabeth BAUDOIN	169
I. La doctrine sociale de l'Église, une réponse théologique aux « choses nouvelles ».....	172
A. Une doctrine se saisissant de l'expérience humaine « mouvante »..	173
B. Une doctrine ancrée dans une loi naturelle immuable.....	175
II. La doctrine sociale de l'Église, une interrogation philosophique sur la vie en société.....	177
A. L'homme, <i>alpha</i> et <i>oméga</i> de la vie sociale	178
B. Le respect de la dignité humaine, condition de la cohésion sociale	180
Conclusion.....	182

**Deuxième chapitre
De la diversité**

12 - Église catholique, liberté religieuse et cohésion sociale en France

Mgr Hippolyte SIMON	185
I. L'Église catholique et l'établissement de la liberté religieuse en France	187
A. La loi de séparation des Églises et de l'État	187
B. Trois difficultés historiques de mise en œuvre de la loi de 1905	188
II. La contribution de l'Église catholique à la cohésion sociale en France....	193
A. L'évolution de la contribution de l'Église catholique à la cohésion sociale.....	194
B. Aujourd'hui : la clef de voûte manquante, l'instance Matignon ...	195

13 – Protestantisme et cohésion sociale en France

Yves BIZEUL.....	199
I. La cohésion sociale interne au protestantisme français	200
II. La contribution protestante à la cohésion sociétale de la société française	204
Conclusion.....	210

**14 - Judaïsme et cohésion sociale en France :
les Juifs sont-ils « une minorité parmi d'autres » ?**

Martine COHEN*.....	211
I. Diversification du judaïsme français et fin du modèle consistorial	212
II. Dissonances politiques en contexte d'instabilité	215
III. Dialogues culturels et religieux, recherche d'alliances.....	220
Conclusion.....	224

15 - La part de l'islam dans la République

Jean-Robert HENRY et Françoise LORCERIE	225
I. Le moment colonial du rapport à l'islam	226
A. L'islam comme figure d'altérité de l'Europe	226
B. La politique musulmane de la République coloniale.....	228
1. Le respect du statut personnel musulman et la création d'un droit musulman algérien	228
2. Le non-dit du respect du statut personnel musulman : les dérives de l'indigénat	229
II. L'islam rendu éligible à la laïcité : la France contemporaine	232
A. L'altérité de l'islam : le retour de Renan... et d'al-Afghani ?.....	232
1. Le procès en altérité instruit contre l'islam.....	233
2. Récuser l'altérité de l'islam au nom d'un islam d'Europe....	235
B. La laïcité inclusive : actée juridiquement, contestée politiquement.....	236
1. La jurisprudence du Conseil d'État et la doctrine juridique de la laïcité.....	236
2. La « nouvelle laïcité », une idéologie conservatrice antimusulmane	237
Conclusion.....	239

**16 - Liberté religieuse et cohésion sociale : diversité française
et diversité américaine**

Armand HAGE.....	241
I. Les origines	241
A. La France : l'affirmation difficile et progressive de la liberté religieuse	242
B. Les États-Unis : de l'intolérance affirmée à la diversité religieuse consacrée.....	244
II. Les textes fondateurs et la pratique moderne.....	247
A. Les textes fondateurs : affrontements, compromis et apaisement ...	247
B. La pratique avec ses contradictions inévitables évidentes ou latentes	248

Troisième chapitre Questions d'outre-mer

17 - Religions et sociétés aux Antilles françaises (Guadeloupe et Martinique)

Emmanuel JOS	257
I. La construction de la catholicité des Antilles françaises sous l'Ancien Régime.....	258
A. L'instrumentalisation du catholicisme par le pouvoir politique et économique colonial.....	258
B. La priorité donnée par l'Église catholique à la défense de ses intérêts institutionnels.....	259
II. L'affermissement de la catholicité des Antilles françaises, en dépit des périodes de remise en cause, de 1789 à 1944	261
A. L'instrumentalisation récurrente du catholicisme par le pouvoir colonial.....	261
B. La soumission du catholicisme à l'ordre politique, économique, social et culturel en place, en dépit de quelques résistances sporadiques	263
III. De la Libération à nos jours : continuités et changements dans la catholicité des sociétés guadeloupéenne et martiniquaise	267
A. Continuités des positionnements politiques et pastoraux du catholicisme aux Antilles françaises	267
B. La catholicité des Antilles françaises relativisée par des facteurs internes et externes à l'Église catholique	268
Conclusion.....	270

18 - Le catholicisme à La Réunion : un témoignage

Paul HOARAU et Laurent SERMET	273
La présence catholique à La Réunion	274
La Réunion, l'histoire et les figures catholiques	274
Dialogue interreligieux et religion catholique.....	280
Religion catholique et modernité	283
Bibliographie sommaire	284

19 - Dialogue interreligieux et cohésion sociale à La Réunion

Christiane RAFIDINARIVO et Thierry MALBERT	285
I. Les dynamiques cohésives du dialogue interreligieux à La Réunion	286
A. Du peuplement à la diversité.....	287
B. De l'interculturel à l'interreligiosité.....	288
C. De la transmission à la socialisation cohésive.....	290
II. Impact de la contribution du Groupe de dialogue interreligieux de La Réunion sur les dynamiques de la cohésion sociale dans l'espace public.....	292
A. Une posture politique pour la paix	293
B. Une participation politique citoyenne	294
C. La contribution du dialogue interreligieux au « vivre ensemble »	296
Conclusion.....	298
Pour aller plus loin.....	299

20 - Anticléricalismes et laïcité dans le Pacifique français au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle

Claire LAUX	301
I. Stéréotypes et exotisme du discours anticlérical en Océanie.....	302
A. Luxe et luxure	302
B. Confusion des pouvoirs, pouvoir personnel et ambition civilisatrice des missionnaires	304
C. La question démographique	304
II. Les évolutions de l'anticléricalisme océanien : de l'anticléricalisme des premiers contacts à l'anticléricalisme « en situation coloniale ».....	305
A. Un premier anticléricalisme : celui des voyageurs des Lumières....	305
B. Missionnaires, anticléricalismes et question coloniale	306
C. Colons et anticolonialisme	308
III. Affrontements personnels et interactions avec les querelles religieuses métropolitaines	309
A. Une affaire de personnes	309
B. Réactions missionnaires	311
Conclusion.....	313

21 - Nouvelle-Calédonie et consensus : le rôle de la religion

Jean-Yves FABERON.....	315
I. La Nouvelle-Calédonie divisée.....	315
II. La Nouvelle-Calédonie unie dans sa religion	317
III. Une religion pour un pays.....	319
Conclusion.....	321

22 - Groupes religieux minoritaires et outre-mer français

Régis DERICQUEBOURG, Christian EUVRARD, Phanélie PENELLE, et Maurice VERFAILLIE.....	323
I. L'Église adventiste du septième jour : reculs et progressions d'une dénomination classique.....	324
A. Les départements d'outre-mer : l'affirmation d'une progression....	324
1. Les Antilles-Guyane : une présence forte et un changement de regard	325
2. L'océan Indien : entre préjugés et ouverture	326
B. La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie : une progression lente.....	327
1. La Polynésie française : le siège de l'adventisme océanien....	327
2. La Nouvelle-Calédonie : une présence discrète bien qu'en hausse.....	327
II. Les témoins de Jéhovah : une expansion rapide depuis les années 1970.....	328
A. Les Antilles-Guyane : oppositions, expulsions et essaimage	328
1. La Guadeloupe : un accroissement spectaculaire.....	328
2. La Martinique : de l'expulsion à l'expansion	329
3. La Guyane : une prédication qui porte ses fruits.....	330
B. La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie : entre caractère récent et diffusion progressive	330
1. De Tahiti à la Polynésie : la diffusion du jéhovisme	330
2. La Nouvelle-Calédonie : une implantation récente.....	331

III. Les pentecôtismes : un foisonnement de mouvements en expansion	332
A. Des mouvements transversaux	332
1. Les Assemblées de Dieu en France (ADD) : un soutien et une valeur sûre.....	332
2. Jeunesse en Mission (Youth with a Mission) : une expansion en devenir.....	333
B. Des mouvements locaux.....	334
1. Les départements d'outre-mer : un pentecôtisme en développement	334
2. La Polynésie française : une représentation minoritaire foisonnante.....	336
IV. Le mormonisme : un rayonnement international	337
A. Les Antilles-Guyane : un renforcement constant	338
B. La Réunion : une diversité ethnique	338
C. Le Pacifique : une diversité de situations	339
1. La Polynésie française : une implantation ancienne	339
2. La Nouvelle-Calédonie : des débuts complexes à une reconnaissance.....	340
Conclusion.....	342

SECONDE PARTIE LIBERTÉ RELIGIEUSE ET COHÉSION SOCIALE : NORMES

Premier chapitre Droit des services et moyens

23 - Religion et service public : les principes

Claire MARLIAC	347
I. La mutabilité du service public à l'appui de la religion.....	348
A. La question des « repas confessionnels » : l'ouverture modérée aux demandes	349
B. Les demandes d'absences : une flexibilité admise mais tempérée ..	350
C. La particularité des lieux clos.....	352
II. La neutralité du service public comme rempart contre la religion.....	354
A. Espace public, service public et religion : quelles difficiles combinaisons ?	355
B. Service public et identité religieuse : les contrariétés.....	356
C. Un service public sensible : l'école et la religion.....	357

24 - Religion et service public de santé : un irénisme volontariste

Florence FABERON	361
I. La garantie de principe de la liberté religieuse : une laïcité de dialogue, des droits à concilier	364
A. Le principe de la liberté religieuse : un droit pour les usagers	364
1. Droit au respect des croyances et des rites.....	364
2. Droit à un accompagnement spirituel	366

B.	Le principe de la liberté religieuse : un droit pour les personnels ...	367
1.	Droit à des convictions propres.....	368
2.	Droit à une éthique professionnelle en accord avec les convictions religieuses	369
II.	L'aménagement de l'exercice de la liberté religieuse : une laïcité sans compromission, des exigences à sauvegarder	370
A.	L'aménagement de l'exercice de la liberté religieuse dans le respect d'un ordre juridique interne	370
1.	La sauvegarde de l'ordre public pour assurer la continuité du service public de santé	370
2.	L'interdiction de toute discrimination et du prosélytisme pour assurer l'égalité des usagers	371
B.	L'aménagement de l'exercice de la liberté religieuse dans l'intérêt du service public de santé.....	372
1.	Les personnels devant la mise en œuvre du bon fonctionnement du service et l'exigence des soins ...	372
2.	Les personnels de santé devant la dignité et l'intégrité des usagers	374
	Conclusion.....	375

25 - L'enseignement privé confessionnel

Philippe RAIMBAULT	377	
I.	Les fondements de l'institutionnalisation des établissements d'enseignement privé.....	379
A.	Un fondement objectif : le principe de laïcité	379
B.	Des fondements subjectifs : la liberté de l'enseignement et le droit à l'éducation.....	380
II.	Les conditions de l'institutionnalisation des établissements d'enseignement privés	382
A.	Les établissements d'enseignement privés sous contrat.....	383
B.	Les établissements d'enseignement privés hors contrat	384

26 - Le financement public des cultes : vers une participation à la réalisation de l'intérêt général

Pierre-Henri PRÉLOT	387	
I.	La réalité du financement public des cultes.....	388
A.	Un héritage de l'histoire.....	388
B.	L'exigence d'égalité.....	389
C.	Le soutien des activités d'intérêt général	391
D.	La garantie effective de la liberté de religion	391
II.	Les formes du financement religieux.....	392
A.	Les notions de subventions et de culte	392
B.	Financement direct ou indirect	393
C.	La distinction organique des activités religieuses	395
III.	Le régime légal du financement des religions	395
A.	Les exceptions légales à l'interdiction de l'article 2	395
B.	Le contenu substantiel du principe constitutionnel de laïcité	396
C.	Les religions, activités d'intérêt général ?.....	397

27 - Les personnels au service des cultes : une difficile conciliation entre liberté religieuse, gestion publique et protection des agents

Jean-Marie WOEHRLING	401
I. Les principes régissant la matière des personnels des cultes	402
A. Le principe de la liberté de religion.....	402
B. Le principe de la neutralité de l'État	403
C. La protection des personnels religieux	404
II. Les solutions du droit positif français.....	405
A. La nature juridique des liens unissant les organisations religieuses à leurs personnels	405
1. La reconnaissance ou non d'un contrat de travail.....	405
a. Engagement exclusivement spirituel des ministres du culte et des membres des congrégations « légalement établies »	405
b. Conclusion formelle d'un contrat de travail.....	407
c. Absence de contrat de travail formel.....	407
2. Le pouvoir de l'autorité religieuse de mettre fin à l'engagement des personnels religieux	408
B. Le régime de protection sociale des personnels religieux	409
C. Le contrôle des pouvoirs publics sur les personnels religieux	411
1. Nomination et recrutement	411
2. Ministres du culte et nationalité.....	412
3. Autres aspects.....	412
Conclusion.....	413

28 - Les évolutions contemporaines de l'affectation du domaine public culturel immobilier : à la recherche d'un consensus entre servitude d'affectation au culte et valorisation du patrimoine culturel public

Charles-André DUBREUIL et Sandra ROUGÉ-GUICHARD.....	415
I. L'affectation au culte, servitude grevant la propriété publique des édifices culturels	419
A. Des droits du propriétaire public réduits par l'affectation culturelle.....	419
B. Des obligations du propriétaire garantes de la conservation du domaine et de son affectation culturelle	421
1. Police administrative et domaine public culturel	421
2. L'entretien du domaine public culturel immobilier.....	422
II. La valorisation du patrimoine culturel comme patrimoine culturel, prérogative partagée du propriétaire et de l'affectataire	423
A. La conciliation de l'affectation culturelle, de la valorisation culturelle et de l'intérêt d'une bonne gestion du domaine public	423
B. Les conditions financières et fiscales de la valorisation culturelle du domaine public culturel	425
Conclusion.....	427

Deuxième chapitre Jurisprudences

29 - Liberté religieuse et juge administratif

Geneviève KOUBI	431
I. Un glissement sémiotique de la liberté de religion à la liberté religieuse.....	433
A. Des énoncés textuels et des articulations juridictionnelles.....	433
B. Des narrations littérales d'une remémoration du religieux.....	435
II. Une extension de la notion de liberté religieuse contrariée	437
A. Le déshabillage de la liberté religieuse	438
B. La liberté religieuse à l'aune du retour à la notion de conviction ...	440

30 - Pratiques religieuses et acquisition de la nationalité française : la sanction par le juge administratif du refus de prendre part à la cohésion nationale

Frédéric DIEU	443
I. Le respect des valeurs essentielles de la société française, condition d'acquisition de la nationalité française.....	444
A. Les trois modes d'acquisition de la nationalité française	444
B. La place des pratiques religieuses dans l'examen par l'administration des déclarations ou demandes de nationalité française.....	445
II. Le refus d'octroyer la nationalité française en raison d'un activisme religieux incompatible avec les valeurs essentielles de la société française.....	446
A. Les refus de naturalisation	447
B. Les refus opposés aux conjoints de Français.....	448
III. Le principe d'égalité entre hommes et femmes, valeur essentielle de la société française	450
A. L'évolution de la jurisprudence quant au comportement jugé incompatible avec les valeurs essentielles de la société française ...	450
B. Le refus de l'égalité entre hommes et femmes, révélateur d'une « inassimilation » aux valeurs essentielles de la société française qui se manifeste en grande partie dans la sphère privée ...	452
Conclusion.....	454

31 - Liberté religieuse et juge judiciaire

François-Xavier MORISSET	457
I. Le principe de la liberté religieuse devant le juge judiciaire	459
A. Liberté	459
1. Liberté de l'option	459
2. La liberté religieuse, vecteur d'interdits ou d'obligations.....	461
B. Religion	462
1. Notion de religion	462
2. Absence de définition juridique	462
II. Les modalités et les limites de la liberté religieuse devant le juge judiciaire.....	464
A. Les limites légales ou conventionnelles de la liberté religieuse ...	464
1. Les limites légales de la liberté religieuse	464

2.	De la limitation contractuelle à la privatisation de la gouvernance de la liberté religieuse	467
B.	La pénalisation de faits se rattachant à la liberté religieuse.....	468
1.	L'incrimination de faits conformes à la religion.....	468
2.	L'incrimination inspirée par la volonté de lutter contre une pratique religieuse	470
32 - Liberté religieuse et Conseil constitutionnel		
Marc JOYAU		473
I.	Peu de décisions significatives	474
A.	Conciliation entre liberté religieuse et ordre public	474
B.	Conciliation entre liberté religieuse et laïcité	477
II.	De nombreux apports ponctuels	479
A.	Protection de la liberté religieuse	479
B.	Limitation de la liberté religieuse.....	482
Conclusion.....		486
33 - Liberté religieuse et Cour européenne des droits de l'homme		
Gérard GONZALEZ.....		487
I.	La valorisation de la liberté de religion dans la jurisprudence de la Cour européenne	488
A.	Le statut de la liberté européenne de religion.....	489
B.	Le caractère absolu de certaines implications de la liberté de religion	491
1.	Le droit d'avoir une religion et d'en changer	491
2.	Le droit au respect de l'intimité des convictions personnelles, religieuses ou non	491
II.	Des manifestations sous surveillance	492
A.	Les restrictions au prosélytisme abusif.....	492
1.	La question de l'abus d'autorité.....	492
2.	La question des limitations imposées aux usagers de certains services publics ou salariés	493
3.	La question des manifestations dans les lieux publics	494
4.	La question du prosélytisme d'État.....	494
B.	L'exercice collectif de la liberté religieuse	494
1.	L'obligation d'attribuer un statut juridique.....	494
2.	Le droit de s'organiser (ou de se désorganiser) librement	495
34 - Liberté religieuse et Cour internationale de justice		
Nathalie RUBIO		497
I.	Une compétence résiduelle	499
II.	Une jurisprudence éclairante	502

Troisième chapitre Régimes spécifiques

35 - Le droit alsacien-mosellan des cultes : d'une exception historique à la confirmation des particularismes

Francis MESSNER.....	511
I. Une tradition juridique protectrice du pluralisme et de la liberté des cultes	512
A. Une histoire marquée par la reconnaissance du pluralisme religieux	512
B. Une organisation respectueuse de la liberté des cultes.....	515
II. Le droit local des cultes un instrument au service de la cohésion sociale.....	516
A. Une organisation transparente des cultes	516
B. Un statut pour des ministres du culte formés à l'université.....	518
C. Un financement pour des activités d'intérêt général	519
D. Un enseignement de la religion au défi du pluralisme	521
Conclusion.....	523
Bibliographie	525

36 - La diversité des régimes des cultes dans les outre-mers français

Clément BENELBAZ.....	527
I. La spécificité des régimes des cultes outre-mer à travers leur diversité	530
A. La laïcité transposée.....	530
B. La laïcité ignorée.....	531
II. L'unité des régimes des cultes outre-mer à travers le principe de laïcité.....	534
A. Le maintien d'une forme de laïcité.....	534
B. La laïcité comme facteur d'harmonisation	536

37 - Religion, statut personnel et adaptation du droit dans les outre-mers français

Olivier GOHIN.....	539
I. Les outre-mers sans statut personnel	542
A. L'absence de statut personnel et un droit indifférent à la religion ...	543
B. L'absence de statut personnel et un droit adapté à la religion	543
II. Les outre-mers à statut personnel	544
A. La coexistence, en Guyane et à Wallis-et-Futuna, d'un droit adapté à la religion et d'un statut personnel	544
B. La présence renforcée en Nouvelle-Calédonie d'un statut personnel, indépendant de la religion.....	548
C. La présence contestée à Mayotte d'un statut personnel, initialement adapté à la religion	549

38 - Les sectes : droit propre ou droit commun ?

Patrice ROLLAND.....	553
I. De la notion de « secte » à celle de « dérives sectaires ».....	555
A. L'impossible définition juridique de la secte	555
B. L'émergence de la notion de « dérives sectaires »	556

C.	De la MILS à la MIVILUDES : portée juridique d'une évolution sémantique	557
II.	Le régime juridique applicable aux « sectes »	558
A.	La garantie du pluralisme des convictions	559
B.	La garantie des libertés de droit commun.....	561
C.	Le respect de l'ordre public.....	563
	Conclusion.....	564
	Bibliographie	565
	Conclusions	
	Olivier DUTHEILLET DE LAMOTHE	567
	Perspectives	577
	Index thématique	579
	Index des noms d'auteurs cités	597
	Table des auteurs	607
	Table des matières	611